

Tribune de Trésor MUAMBA

Le Bilan d'un Mandat : Regards sur l'Action du Ministre des Finances Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI.

Depuis son entrée en fonction, suivant l'ordonnance n°21/012 du 12 avril 2021 portant nomination des Vices-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres Délégués et des Vice-Ministres, le Ministre des Finances Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI a navigué à travers des défis économiques considérables, façonnant l'avenir financier de notre nation.

Alors que la fin de son mandat approche, il est indéniable que son leadership a laissé une empreinte indélébile sur la trajectoire économique de notre pays. En effet, retournons le prisme pour examiner de plus près les réussites qui ont marqué la gestion économique avisée de ce responsable des finances publiques, qui a véritablement marqué son passage en tant qu'argentier national.

Dans un contexte international et national complexe, marqué par la pandémie de COVID-19, les tensions géopolitiques telles que la guerre en Ukraine, l'agression rwandaise par le subterfuge du M23 à l'Est du pays, ce Ministre a su non seulement naviguer avec succès à travers ces tempêtes, mais a également permis au travers sa gestion, le financement des projets et programmes qui vont transformer notre pays de manière profonde et durable.

La recette miracle du locataire du Ministère des Finances repose sur trois stratégies, en l'occurrence :

- La mobilisation accrue des recettes à travers le renforcement des mécanismes de contrôle à tous les niveaux ;
- La rationalisation des dépenses en privilégiant les priorités devant conduire à l'émergence de la RDC ;
- La promotion de la transparence dans la gestion des finances publiques pour restaurer la confiance entre le peuple et le leadership qu'incarne le Chef de l'État, Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO.

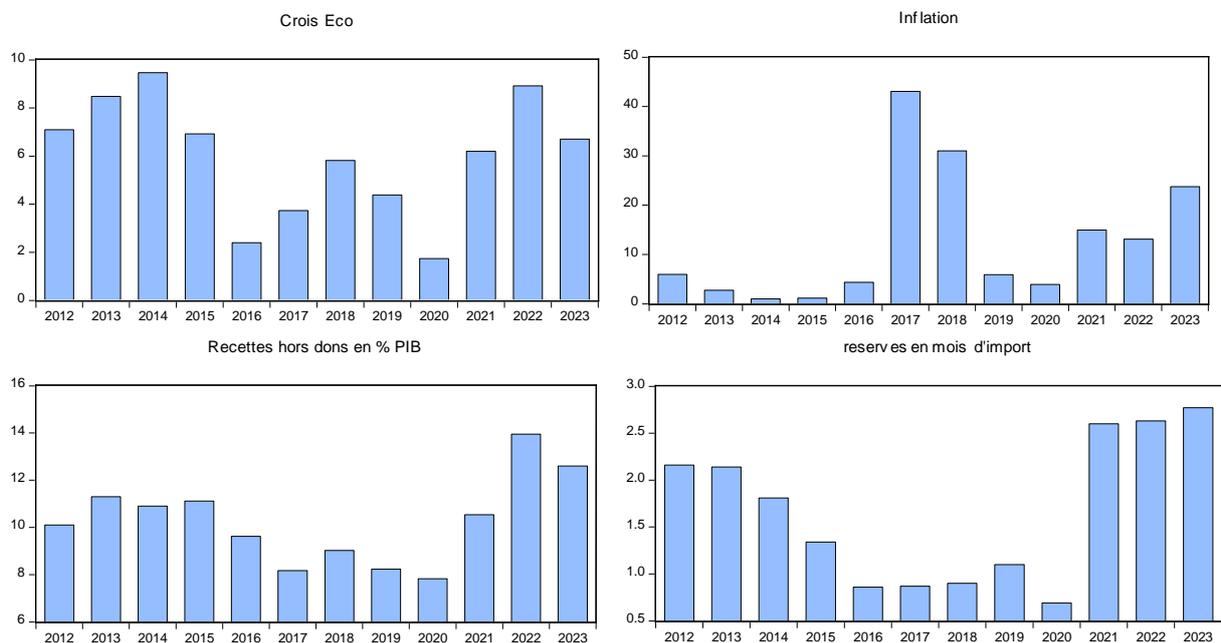
En dépit de ces défis économiques mondiaux et locaux, le Ministre a su mettre en œuvre des politiques audacieuses qui ont donné à SEM le Président de la République, les moyens de concrétiser sa vision.

Dans les lignes qui suivent, il est question de vous présenter les différents faits saillants de son mandat de manière non exhaustive secteur par secteur.

Stabilité Macroéconomique

L'une des pierres angulaires du mandat de SEM Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI a été la recherche constante de la stabilité macroéconomique. À travers une série de réformes fiscales et de politiques budgétaires prudentes, le Ministre a œuvré pour maintenir une croissance économique robuste tout en évitant les fluctuations dramatiques. L'équilibre entre la réduction du déficit budgétaire, la soutenabilité de la dette publique et la stimulation de la croissance a été l'un des points forts de sa gestion.

Les principaux indicateurs macroéconomiques ont été au vert tout au long du mandat du Ministre des Finances, comme en témoigne les graphiques ci-dessous :



L'évolution du taux de croissance économique de 2019 à 2023 démontre clairement que le passage de Monsieur Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI n'a pas été une promenade de santé, mais plutôt, un parcours d'un athlète qui a mouillé le maillon et a remporté plusieurs médailles pour son pays.

En effet, le taux moyen de croissance économique durant ses trois années de mandat est supérieur à la moyenne de la période sous examen, soit 7,27% contre 5,9%. Il s'agit d'un exploit remarquable, résultat d'une politique économique bien concoctée.

En outre, les réserves de change ont été boostées, passant 0,69 mois d'importation en décembre 2020 à 2,77 mois de couverture d'importations des biens et services en décembre 2023, soit de 708,9 millions de USD à 5.131,14 millions USD.

Gestion de la Dette Publique

Un défi majeur a été la gestion de la dette publique. Nicolas KAZADI KADIMANZUJI a mis en place des mécanismes visant à contenir l'endettement tout en garantissant des investissements significatifs dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé, les infrastructures et la défense nationale. La transparence dans la communication des enjeux liés à la dette a renforcé la confiance des investisseurs et des citoyens.

En parallèle, en aout 2023, le Ministre des Finances a mis en œuvre une ambitieuse stratégie d'apurement des arriérés certifiés de la dette publique intérieure évaluée à 2,4 milliards USD et qui est constituée de la dette financière, de la dette sociale, des dettes issues des travaux publics et de génie civil, des dettes nées des marchés des fournitures, des dettes issues des condamnations judiciaires et indemnités diverses ainsi que des dettes prévenant des loyers et autres services rendus à l'Etat.

Cette stratégie garantit le paiement de tout créancier détenant une créance suivant des échéanciers précis, rompant ainsi la discrimination qui privilégiait le paiement de la dette extérieure au détriment de la dette intérieure afin de stimuler les entreprises locales et l'investissement privé.

Cet engagement se concrétise par la prépondérance du service de la dette intérieure par rapport à celui de la dette extérieure au 30 septembre 2023, soit USD 324,52 millions contre USD 101,31 millions USD en 2023.

Il s'agit d'une politique volontariste du Ministère des Finances visant à relancer l'économie nationale au travers les investissements privés, favorisant ainsi la création d'emplois et la croissance des entreprises.

A titre de rappel, l'encours de la dette publique est passée de 7.385,02 millions USD en 2021 à 9.499,86 millions USD en 2022 et à 10.402,12 millions USD en 2023 (situation en septembre) dont USD 6.354,91 millions de dette extérieure et 4.047,21 millions USD de dette intérieure.

Ils représentent respectivement 14,9%, 16,0% et 17,5% du PIB. Ce niveau d'endettement est soutenable et se situe en deçà de la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne qui est de 57% environ, traduisant ainsi la gestion prudente et responsable de la dette publique.

Réformes Fiscales

La RDC a entrepris une série de réformes ambitieuses pour l'amélioration du climat des affaires et la diversification de l'économie. Dans la même optique, le Ministre des Finances n'a pas hésité à entreprendre des réformes audacieuses visant à rendre le système fiscal, douanier et parafiscal plus équitable et efficient. Ces réformes concernent entre autres, la numérisation des procédures, l'introduction de la facturation normalisée pour la TVA, l'extension de la perception de l'IPR à tous les niveaux, l'achèvement du système de traçabilité des produits soumis aux accises, le renforcement de la supervision des recettes parafiscales et la finalisation de la construction du Centre Financier de Kinshasa, et l'utilisation de dispositifs électroniques fiscaux. Une autre initiative majeure concerne la réforme du système fiscal, passant de la cédularité de l'impôt à une imposition globale.

Les réformes entreprises pour améliorer le climat des affaires ont été salutaires pour l'économie nationale. La simplification des procédures administratives, la lutte contre la corruption et la promotion de l'investissement étranger ont créé un environnement propice à l'essor des entreprises locales et internationales.

Grâce à une gestion orthodoxe de son portefeuille ministériel, le Ministre des Finances a orchestré une amélioration significative de la notation du pays sur le climat des affaires en obtenant à travers plusieurs agences de notation internationales et panafricaines. En effet, Standard & Poor's a relevé la notation de la RDC en janvier 2022, de CCC+, Perspective Positive à B-, Perspective Stable, ce qui reflète les changements structurels remarquables dans l'économie congolaise ainsi que les développements positifs de sa situation extérieure. En janvier 2023, S&P Global a confirmé la notation B-, Perspective Stable, de la RDC.

Moody's a également relevé la notation de la RDC à B3, Perspective Stable en novembre 2022, mettant en avant les améliorations des perspectives économiques et budgétaires du pays, soutenues par les réformes institutionnelles. En juin 2023, l'agence a maintenu la notation de la RDC à B-, Perspective Stable.

En juin 2022, à la demande de la RDC, sa monnaie locale a été notée BBB par l'Agence Bloomfield Investment Corporation. Une année après, soit en juin 2023, l'agence Bloomfield a confirmé la notation BBB de la RDC tout en relevant sa perspective à positive.

Cette reconnaissance internationale témoigne de la compétence et de l'efficacité de la gestion économique, l'amélioration de la crédibilité du pays, attirant ainsi l'attention des investisseurs étrangers. Il est essentiel de souligner que ces réussites ne sont pas le fruit du hasard, mais plutôt le résultat d'une vision stratégique, d'une gestion rigoureuse et d'une détermination inébranlable du Ministre des Finances et du Gouvernement dans son ensemble.

La simplification des démarches fiscales, combinée à des mesures ciblées pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscales, a permis d'accroître les recettes tout en assurant une répartition équitable des charges fiscales. Ces actions ont renforcé la confiance des contribuables et ont consolidé la base fiscale du pays.

Mobilisation des Recettes Fiscales

L'augmentation significative du budget national grâce à l'accroissement des recettes publiques a été une entreprise, certes audacieuse, mais nécessaire permettant au Président de la République de réaliser sa vision du Peuple d'abord au travers des investissements significatifs dans des secteurs sociaux, créant ainsi une base solide pour une croissance économique inclusive.

Grâce à une gestion prudente des finances publiques, le Ministre des Finances a réussi à allouer les ressources de manière stratégique, investissant dans des secteurs pro-pauvre. N'eut été cette performance dans l'augmentation significative de mobilisation des ressources publiques, la décision courageuse d'introduire la gratuité de l'enseignement de base qui a ouvert l'accès à l'éducation pour des millions d'enfants, renforçant ainsi le capital humain du pays et stimulant le potentiel économique à long terme, ne serait réalisée.

Cette réussite atteste de la capacité du Ministre à naviguer avec brio à travers les soubresauts économiques mondiaux.

A titre de rappel, les recettes fiscales totales sont passées de 8.635,43 milliards CDF en 2020 à 19.942,50 milliards CDF en 2023, soit un taux d'accroissement de 130,9 %. Nous constatons clairement que le Ministre Nicolas KAZADI KADIMANZUJI a non seulement doublé les ressources publiques en un temps record mais surtout a doté au Président de la République, les moyens de sa politique.

Cette performance hors pair dont les échos ont dépassé les frontières de la RDC, lui a valu en 2022, le Prix Award du Magazine Forbes à New-York lors de US-Africa Investment Forum pour les réformes engagées ainsi que la mobilisation accrue des recettes.

A ce prix, s'ajoute le trophée du meilleur Ministre des Finances de l'année en Afrique décerné lors de la cinquième édition des Financial Afrik Awards qui s'est tenue le 8 décembre 2022 à Lomé sous le thème de « l'Afrique dans la finance verte ».

En outre, pour stimuler ses troupes et maintenir cette lancée, le Ministre a fait signé des contrats de performance avec les trois régies financières, lesquels définissent les réformes et les actions à mener, en plus de leurs activités courantes de gestion, pour atteindre leurs assignations.

Financement des Elections sur Fonds Propres

L'une des caractéristiques notables de ce mandat a été la transparence financière, symbolisée par le financement des élections sur fonds propres pour une bagatelle somme de plus d'1 milliard USD. En éliminant les influences extérieures dans le processus électoral, le Ministre a consolidé la confiance du public dans l'intégrité du système politique, gage de notre souveraineté.

Investissements Stratégiques dans l'Éducation

L'éducation étant au cœur de la vision du Président de la République, le Ministre a dirigé des investissements substantiels dans ces domaines cruciaux. Ces initiatives ont jeté les bases d'une économie axée sur la connaissance, positionnant le premier quinquennat du Chef de l'Etat comme le Gouvernement qui a octroyé plus de ressources budgétaires pour l'éducation et la recherche. A titre de rappel, les budgets du secteur de l'éducation et de l'EPST ont été exécutés à plus de 80 % ces deux dernières années.

Une des réalisations les plus remarquables a été l'introduction de la gratuité de l'enseignement de base. Cette initiative a ouvert les portes de l'éducation à des millions d'enfants, brisant les barrières socio-économiques et jetant les bases d'une société plus éduquée et équitable. Les résultats de ces investissements seront probablement visibles à plus long terme, mais ils témoignent d'une vision tournée vers l'avenir.

Certains économistes de l'éducation affirment que la mise en œuvre de la politique de la gratuité nécessite chaque année environ 2,6 milliards USD, ce qui représente 15,6 % du budget de l'État en 2024. La hausse significative des fonds alloués à l'éducation à partir de 2020 témoigne de la volonté du gouvernement de garantir la gratuité de l'éducation. Pour votre gouverne, le budget de l'éducation dans son ensemble est passé de 2,6 % du PIB en 2020, 2,7 % du PIB en 2021, 3 % du PIB en 2022 et 3,5 % du PIB en 2023 (Projection).

Bien que le cadre d'action éducation 2030 recommande une allocation de 4 % à 6 % de PIB pour l'éducation, ces prouesses du Ministre traduisent l'engagement sans équivoque du gouvernement à investir dans le capital humain.

Financement des Jeux de la Francophonie

Du 28 juillet au 6 août 2023, Kinshasa a accueilli les IXes Jeux de la Francophonie, rendez-vous de plus de 3000 jeunes sportifs et artistes venus de 35 de pays.

Il s'agissait d'un véritable défi à relever, tant du point de vue infrastructures sportives (à construire et à réhabiliter), que du point de vue logistique pour accueil, l'hébergement, les déplacements, la restauration honorables de nos hôtes.

Financer un événement international de telle calibre, n'est pas une sinécure, raison pour laquelle le Gouvernement, par l'entremise du Ministère des Finances qui n'a ménagé aucun effort pour financer avec brio toutes les dépenses relatives à l'organisation de ces olympiades à la hauteur de 324 millions USD.

Les Jeux de la Francophonie de Kinshasa ont été une réussite spectaculaire à tous égards, mettant en lumière le dynamisme et l'hospitalité de la République démocratique du Congo. Avec une organisation impeccable et une participation massive des pays francophones, ces jeux ont été salués comme un événement majeur sur la scène internationale.

L'organisation méticuleuse des infrastructures, des transports et de la sécurité a permis le déroulement fluide des compétitions et des festivités connexes. Les athlètes, les artistes et les représentants des pays participants ont été chaleureusement accueillis dans une atmosphère de fraternité et d'échange culturel.

Au-delà de l'événement en lui-même, les Jeux de la Francophonie de Kinshasa ont laissé un héritage durable en termes de développement des infrastructures sportives et culturelles, ainsi que de renforcement des liens entre les peuples francophones. Ils resteront gravés dans les mémoires comme une manifestation mémorable de l'esprit de solidarité et d'amitié qui caractérise la Francophonie.

Tout au long de cet événement historique, les sites étaient remplis de spectateurs enthousiastes venus soutenir les athlètes représentant leur pays. Les stades résonnaient de cris de victoire et d'encouragement, créant une ambiance électrique et un sentiment d'unité nationale. La population congolaise était fière de pouvoir accueillir des nations francophones du monde entier et de démontrer sa capacité à organiser un événement de cette envergure.

C'était un moment de célébration et de partage, où les valeurs de diversité, d'amitié et de compétition sportive étaient mises en avant, laissant un héritage durable dans le cœur de chaque citoyen congolais.

Financement de PDL-145 T

Le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) est destiné au milieu rural et vise à réduire les inégalités spatiales et à transformer les conditions et cadres de vie des populations vivant dans les territoires ruraux jusque-là mal desservis par les infrastructures et services sociaux de base.

Il s'inscrit dans les efforts en cours consentis par le Gouvernement de la République visant la réduction significative de la pauvreté, la lutte contre les inégalités territoriales et la promotion du développement à partir des 145 Territoires que compte la République Démocratique du Congo.

La condition sine qua none de réussite du programme de telle envergure, demeure le respect des échéances de financement. Pour un coût total de 1,665 milliards USD, au 31 décembre 2022, le Gouvernement, par l'entremise du Ministre de Finances a transféré 522,6 millions USD aux Agences d'Exécution pour les deux volets démarrés du PDL-145T. Ce montant représente 67,74% du coût total des deux volets démarrés et 31,4% du coût total du PDL-145T.

Promotion de l'inclusion financière

Bien que le taux d'inclusion financière soit passé de 3,5 % en 2010 à 38,5 % en 2022, ce taux demeure en deçà du niveau moyen observé en Afrique subsaharienne qui se situe à 55 % environ.

C'est ainsi que le Gouvernement au travers le Ministère des Finances a décidé d'élaborer une stratégie nationale d'inclusion financière horizon 2023-2028 visant la cible de 65% en 2028, avec des objectifs stratégiques précis dans le domaine de l'accès aux services et produits financiers, de crédits aux ménages et aux micros, petites et moyennes entreprises, de l'utilisation de l'argent mobile, de l'éducation financière et la protection des consommateurs, des infrastructures et des assurances.

La matérialisation par le Ministre des Finances de la vision chère au Président de la République est fondée sur les évidences théoriques et empiriques selon lesquelles les progrès en matière d'inclusion financière contribuent à l'accélération de la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

Diplomatie Économique et Accords Internationaux :

SEM Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI a joué un rôle actif dans la promotion de la diplomatie économique, concluant des accords internationaux favorables au commerce et à l'investissement. Cela a contribué à élargir les opportunités économiques pour notre Nation et à renforcer nos partenariats avec d'autres acteurs économiques mondiaux.

Dans une période où de nombreux pays ont été confrontés aux défis économiques liés aux chocs exogènes et endogènes, le Ministre a réussi à maintenir le cap en assurant une gestion financière rigoureuse. La coopération avec le Fonds monétaire international a été un pas décisif pour stabiliser l'économie nationale et attirer des investissements étrangers, renforçant ainsi la crédibilité du Pays vis-à-vis du Reste du Monde.

En effet, le Ministre Nicolas KAZADI a dirigé d'une main de maître les travaux avec le FMI et qui ont abouti à l'achèvement des 5 revues de l'accord de facilité élargie de crédit (FEC) avec la République démocratique du Congo. Lesquelles revues ont permis ainsi à la RDC de bénéficier d'un décaissement total à ce jour à environ 1.219,1 millions de dollars entre 2021 et 2023.

Il s'agit d'un véritable succès story, traduisant ainsi une gestion orthodoxe et saine des finances publiques, compte tenu des exigences et conditionnalités rattachées au partenariat avec le FMI.

En ce qui concerne la Banque mondiale, il est à noter qu'au 31 août 2023, son portefeuille en RDC s'élevait à 8,6 milliards USD, comparativement à 6,15 milliards USD en 2022, comprenant 23 projets nationaux d'une valeur de 8,2 milliards USD et trois projets régionaux d'une valeur de 452 millions USD.

La conclusion de cette cinquième revue constitue un élément favorable à l'implication des bailleurs de fonds multilatéraux tels que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, dont les financements viennent renforcer les besoins de financement de l'économie. Le montant total des financements accordés aux projets et programmes par les principaux bailleurs serait ainsi passé de 3 milliards USD à la fin de 2020 à plus de 10 milliards USD en 2023.

Défis et Controverses

Cependant, le mandat de Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI n'a pas été sans controverse. Des critiques ont émergé concernant la dépréciation de la monnaie nationale, et des questions subsistent quant à l'efficacité réelle de certaines réformes. Les défis internationaux, tels que les fluctuations des marchés mondiaux, la contraction de la demande mondiale et l'augmentation des prix des principaux produits d'importation ont mis à l'épreuve la résilience du plan économique et sont à la base de l'inflation et de la dépréciation du franc congolais. Il ne s'agit nullement des causes endogènes car le gouvernement a abandonné l'idée de financer ses activités en recourant à la planche à billets. Désormais, il se procure des fonds sur le marché des bons du trésor, qui est dynamique et attire de nombreux investisseurs.

Cependant, il est impératif de rester vigilant face aux défis futurs et de continuer à œuvrer pour la durabilité économique. Le Ministre des Finances a posé des bases solides, mais la poursuite des réformes et la consolidation des acquis seront cruciales pour maintenir cette dynamique positive.

Dans le contexte économique mondial tumultueux, le bilan du Ministre des Finances est à saluer comme une réussite exceptionnelle. À la tête d'un ministère qui a financé les élections sur fonds propres, doublé les recettes publiques, financé la gratuité de l'enseignement de base, payé la dette intérieure, entrepris des réformes structurelles et maintenu une collaboration fructueuse avec le FMI, SEM Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI a dirigé notre économie avec audace et vision.

Conclusion

En rétrospective, le bilan de SEM Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI en tant que Ministre des Finances est marqué par des choix judicieux, une gestion financière responsable, des réformes courageuses et des résultats concrets pour la population. C'est une époque où la vision audacieuse rencontre la réalité, transformant les défis en opportunités et propulsant le pays vers un avenir économique radieux. La stabilité macroéconomique et la gestion prudente des finances publiques ont renforcé la position économique du pays.

Alors que nous nous préparons à entamer un nouveau chapitre, il est incontestable que l'honorable Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI, doublement élu à Miabi, laisse derrière lui un héritage économique que nous devrions célébrer et perpétuer. Son successeur hérite d'une économie en mutation, et la population attend avec impatience de voir comment, le Président de la République, Felix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, compte l'utiliser, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, dans des nouveaux horizons et sphères de responsabilité.

Kinshasa, le 16 février 2024.

Trésor MUAMBA KALALA
Economiste